

se représenteront pas, d'autres ne seront pas remis en nomination et d'autres enfin ne réussiront pas à se faire réélire.

Ce n'est que par la prolongation de la durée de la législature que les élections pourraient être retardées, mais le premier ministre a fait connaître clairement ses vues à ce sujet. Il s'oppose fortement à une telle prolongation qui permettrait au Gouvernement de continuer à administrer la chose publique, et je partage entièrement son avis. Toute la situation devrait être tirée au clair au cours d'élections générales, afin que les électeurs aient l'occasion de faire connaître par leurs votes ce qu'ils désirent. Le nouveau Parlement, comme l'a dit mon honorable ami, devra probablement arrêter un programme qui influera sur le sort du Canada pendant des années, parce que ce programme portera sur les problèmes du temps de paix dont la solution sera d'une très grande importance pour notre pays.

Je n'ai pas l'intention, ce soir, de m'arrêter à discuter les mérites respectifs du socialisme, du conservatisme ou du libéralisme. Ces questions seront étudiées sur les tribunes publiques et j'ai pleine confiance dans le bon jugement de la population canadienne.

L'honorable M. HAIG: Très bien.

L'honorable M. KING: Mon honorable ami a déclaré que les habitants de sa province sont mieux renseignés sur le socialisme que ceux de toute autre province du Canada. J'étais membre de l'assemblée législative de la Colombie-Britannique qui s'est réunie à Victoria en 1903...

L'honorable M. HAIG: J'ai dit que les quatre provinces de l'Ouest sont mieux renseignés sur ce système que toute autre province.

L'honorable M. KING: Dans ce cas, je partage l'avis exprimé par l'honorable sénateur. Je me rappelle très bien ce qui s'est passé lorsque j'ai assisté à la session provinciale de Victoria, en 1903,—il y a quarante-deux ans. Ce fut la première législature de la province dirigée par un gouvernement de parti. Sir Richard McBride avait été élu avec vingt et un députés conservateurs, tandis que les libéraux comptaient dix-sept députés. Le représentant de Nanaïmo, un Gallois, était mieux renseigné sur les doctrines de Karl Marx et pouvait les exposer bien mieux que ceux qui s'en font aujourd'hui les champions en notre pays. Il avait six ou huit collègues, tous bien convaincus et fort capables de défendre ces doctrines à l'Assemblée législative. Ces doctrines étaient les mêmes que celles qu'on nous expose aujourd'hui. Je ne me laisse pas inquiéter beaucoup par ceux

qui préconisent ces doctrines de nos jours au Canada, pour peu qu'ils s'en tiennent à leurs formules. Qu'ils disent aux Canadiens ce que signifie le socialisme,—réglementation et régie de l'industrie, des banques, des affaires en général; que la propriété des individus deviendra la propriété de l'Etat,—et je suis convaincu que la population de notre pays rejettera le socialisme.

L'honorable M. HAIG: Très bien!

L'honorable M. KING: Mais si on se contente de dire à nos gens que l'on réglementera la finance, il se peut qu'ils ne comprennent pas qu'une fois que l'on aura socialisé nos grandes institutions industrielles, commerciales et financières, on ne s'arrêtera pas là mais on fera de même pour la propriété privée, de sorte que nos gens ne seront plus que les serviteurs de l'Etat, ne jouissant que de la liberté de faire ce que leur commandera un gouvernement socialiste.

Je me suis écarté de ce que je voulais dire.

Mon honorable ami d'en face est d'avis qu'au point de vue de la fiscalité nous ne sommes pas encore prêts à reprendre notre industrie du temps de paix. On comprendra facilement que l'un de nos grands problèmes durant la guerre a été celui de financer le plus avantageusement possible l'effort de guerre du Canada. Tous ceux qui se tiennent au courant de la finance et de l'imposition en temps de guerre dans les autres pays en guerre conviennent que le Canada a fait de la bonne besogne. Nous avons payé environ la moitié de nos dépenses de guerre, et les fonds requis pour l'autre moitié ont été prêtés par les Canadiens. On ne peut nier que le Canada se trouve aujourd'hui en très solide posture pour une nation qui a connu cinq années et demie de guerre. Il y a une couple de jours, M. Graham Towers, gouverneur de la Banque du Canada, a publié une déclaration dans laquelle tous ceux qui en prendront connaissance pourront constater que nous avons réussi, non seulement en matière d'imposition, mais aussi en matière d'emprunts et de financement ici même, au Canada, à financer toutes les dépenses encourues pour notre effort de guerre.

Mon honorable ami a parlé de l'industrie et du commerce. Il est bien naturel que nous discutons cette question. Il se rappellera qu'au cours de la dernière session du Parlement, le Gouvernement a pris des mesures en vue d'aider les exportateurs. Il a établi un organisme financier qui aidera considérablement les maisons d'affaires à écouler leurs marchandises dans des pays où actuellement les acheteurs sont probablement incapables de les payer en espèces. On a ainsi considé-